

Duplicata

RECEPISSE DE DEPOT

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BESANCON

1 RUE MEDEVAND
PALAIS DE JUSTICE 25 000 BESANCON
INTERNET: WWW.INFOGREFFE.FR
MINITEL: 3617 INFOGREFFE OU TEL.: 0891 01 11 11

JURISTES ASSOCIES B.F.C.

AVOCATS
10 RUE JEAN GIONO
21000 DIJON

V/REF : BVL/VC

N/REF : 2006 B 215 / 2006-A-2131

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE BESANCON certifie qu'il a reçu le 04/08/2006,

P.V. d'assemblée du 01/07/2006

- AGREMENT D UN NOUVEL ACTIONNAIRE-DECISION DE PROCEDER A L EMISSION
D OBLI GATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS -

SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION AU PROFIT DU FONDS COMMUN
DE PLACEMENT A RISQUES FONDS DE DEVELOPPEMENT DES MOUSQUETAIRES

GERE PAR LA SOCIETE UI GESTION.

Acte S.S.P. en date du 02/08/2006

- BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Statuts mis à jour

Concernant la société

ARPHANIE

Société par actions simplifiée

ROUTE NATIONALE 83

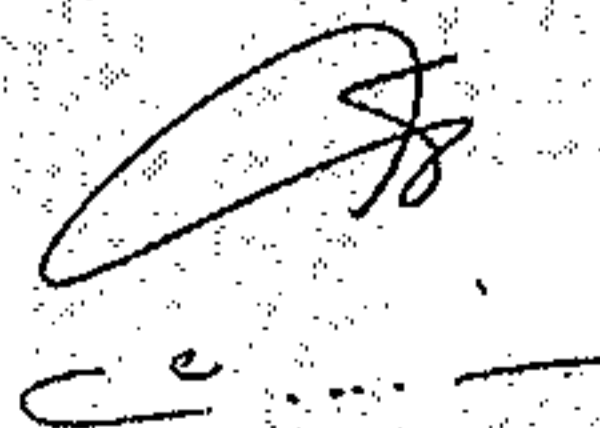
25440 QUINGEY

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2006-A-2131 le 04/08/2006

R.C.S. BESANCON 489 350 116 (2006 B 215)

Fait à BESANCON le 04/08/2006,

Le Greffier



ARPHANIE

Société par action simplifiée au capital de 116.000 Euros
Siège Social : Route Nationale 83
25440 QUINGEY
R.C.S : BESANCON B 489 350 116

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'an deux mille six
Le premier juillet
A dix heures,

Les actionnaires de la Société ARPHANIE, société par action simplifiée au capital de 116.000 Euros, dont le siège social est fixé à QUINGEY (25440) Route nationale 83 se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire au siège social, sur convocation qui leur a été faite par lettre recommandée.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été émarginée en entrant en séance, par tous les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés dont les pouvoirs ont été annexés à la feuille de présence.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Stéphane DAGUE, Président.

Madame Virginie DAGUE et Monsieur Stéphane DAGUE, tous deux présents et acceptants, représentant tant par eux -mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix, remplissent les fonctions de scrutateurs.

Madame Virginie DAGUE est désignée comme secrétaire par le bureau.

Les membres du bureau ainsi constitué certifient exacte la feuille de présence et, constatant que l'Assemblée réunit le quorum requis, déclarent qu'elle peut valablement délibérer.

La société ROGER LHUILLIER ET ASSOCIES, Commissaire aux Comptes titulaire, régulièrement convoquée, n'est pas représentée.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la copie des lettres de convocation adressées aux actionnaires,
- la copie de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- la feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés, et la liste des actionnaires,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- un exemplaire du rapport du Président,
- un exemplaire du rapport du Commissaire aux Comptes sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription,
- un exemplaire du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur l'émission d'obligations convertibles en actions,
- un exemplaire du rapport du commissaire chargé de la vérification de l'actif et du passif de la société ARPHANIE
- le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée,

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires et au Commissaire aux Comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

SDX
W

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Agrément d'un nouvel actionnaire
- Lecture du rapport du Président,
- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur l'émission d'obligations convertibles en actions,
- Lecture du rapport du commissaire aux apports chargé de la vérification de l'actif et du passif de la société ARPHANIE
- Décision de procéder à l'émission d'obligations convertibles en actions pour un montant maximum de 86.000 Euros, et fixation de ses conditions et modalités,
- Suppression du droit préférentiel de souscription au profit du Fonds Commun de Placement à Risques Fonds Commun de Placement à Risques FONDS DE DEVELOPPEMENT DES MOUSQUETAIRES géré par la société UI GESTION
- Modification de l'alinéa 1 de l'article 22 des statuts
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Il est donné lecture du rapport du Président.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise du désir du

Fonds de Développement des Mousquetaires
représentée par sa société de gestion, UI GESTION SA
dont le siège social est à PARIS (75) 60 rue La Boetie
immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 417 810 538

de prendre une participation au capital de la Société ARPHANIE, déclare agréer le fonds de développement des Mousquetaires en qualité de nouvel associé, la cession des actions étant effectuée ce jour.

MISE AUX VOIX, CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du Commissaire aux Comptes, sous réserve de l'adoption de la résolution suivante concernant la suppression du droit préférentiel de souscription en faveur de certaines personnes :

- Constate que conformément à l'article L 228-39 du Code de commerce modifié par la Loi N° 2001-419 du 15 mai 2001, la société ARPHANIE nouvellement constituée, n'a pas approuvé deux bilans et a donc sollicité par voie de requête auprès du Président du Tribunal de Commerce de BESANCON, la désignation d'un commissaire aux apports pour vérifier son actif et son passif
- Que le commissaire aux apports désigné, la société BATTISTINI-MAZARS, après vérification de l'actif et du passif de la société a émis un avis favorable à l'opération d'émission de l'emprunt obligataire dans les conditions décrites
- Autorise l'émission pour un montant maximum de 86.000 Euros, d'obligations convertibles à tout moment en actions de la Société, au gré des porteurs, conformément au contrat d'émission ci-après.

MISE AUX VOIX, CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE


WD

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, conformément à l'article L 225-134 du Code de commerce, et statuant sur le rapport du Président et sur celui du Commissaire aux Comptes, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires et de réserver l'émission de la totalité des 5375 obligations au Fonds Commun de Placement à Risques FONDS DE DEVELOPPEMENT DES MOUSQUETAIRES géré par la société UI GESTION, Société Anonyme au capital de 320.000 Euros, dont le siège social est PARIS (75008), 60 rue La Boétie

MISE AUX VOIX, CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, du Commissaire aux Comptes et du commissaire aux apports, décide d'arrêter les termes du contrat d'émission, à savoir :

I - EMETTEUR

La société ARPHANIE (la « Société »), une société par actions simplifiée au capital de 116.000 euros, dont le siège social est Route Nationale 83 à QUINGEY (25440), France, identifiée sous le numéro 489 350 116 - BESANCON, représentée aux présentes par Monsieur Stéphane DAGUE, Président.

II - CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION

2.1 - Objectif

L'emprunt obligataire est destiné à permettre à la Société d'assurer le financement de l'acquisition des actions de la société PIPOLUX, ayant son siège social Route Nationale 83 à QUINGEY (25) intervenue le 31 mars 2006. Il prendra la forme d'une émission d'obligations convertibles en actions de la Société (« OC »).

2.2 - Suppression du droit préférentiel de souscription

La suppression du droit préférentiel de souscription est réalisé sur la base des rapports de son Président et de son Commissaire aux Comptes, en conformité avec les articles L 225-132, L 225-135 à L 225-140 et L 228-91 et suivants du Code de Commerce.

III - CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE

Les caractéristiques de l'emprunt obligataire sont les suivantes :

3.1 - Montant de l'emprunt

Le montant définitif de l'emprunt sera de QUATRE VINGT SIX MILLE EUROS (86.000 Euros).

Le nombre définitif d'OC émises sera de cinq mille trois cent soixante quinze (5375).

La valeur nominale de chaque OC sera de seize (16) euros.

3.2 - Intérêt

Les OC porteront intérêt à compter de leur émission et jusqu'à leur remboursement ou conversion au taux annuel de 5,68 % (soit OAT Tec 10 du 22 mars 2006 + 2 %), prorata temporis le cas échéant..

Le taux annuel appliqué est la dernière valeur de l'indice TEC 10 publiée au jour de la réunion du Comité d'Investissement du FCPR Fonds de Développement des Mousquetaires ayant donné un avis favorable à la prise de participation au capital de la Société.

XSD
W

Le calcul des intérêts se fera pro rata temporis, sur la base d'une année de 360 jours.

Les intérêts seront payés annuellement et à terme échu au 31 décembre de chaque année et pour la première fois, prorata temporis, le 31 décembre 2006.

En cas de conversion de tout ou partie des OC, les intérêts courus seront dus jusqu'à la date de conversion incluse et seront réglés dans les huit (8) jours de la réception par la Société de la demande de conversion.

En cas de remboursement, anticipé ou à l'échéance, les intérêts seront calculés jusqu'à la date de remboursement au titre des OC remboursées et seront payés intégralement en même temps que le principal.

Le lieu de paiement des intérêts sera celui du siège social.

Les intérêts seront arrondis à l'euro inférieur.

3.3 - Durée

La date d'échéance de l'emprunt est fixée à 9 (neuf) ans à compter de la date d'émission des OC et si cette date n'est pas un jour ouvré, le premier jour ouvré suivant cette date.

3.4 - Forme des titres

Les OC seront émises sous la forme nominative. Elles seront représentées par une inscription en compte dans les livres de la Société, inscription qui sera faite dès la libération effective du montant de chaque souscription.

3.5 - Jouissance des OC

La jouissance des OC est fixée à la date de la libération intégrale du montant de leur souscription.

3.6 - Sûretés

Les OC ne seront assorties d'aucune sûreté.

3.7 - Masse des obligataires

Les titulaires d'OC seront groupés en une masse jouissant de la personnalité civile conformément aux dispositions légales.

Les assemblées des obligataires seront réunies au siège social de la Société, si elles sont convoquées par le Président.

Les titulaires d'OC seront réunis en assemblée afin de désigner le représentant de la masse et de définir ses pouvoirs conformément aux dispositions légales.

L'assemblée générale des titulaires d'OC est convoquée par le Président, par le représentant de la masse ou par les liquidateurs pendant la période de liquidation.

Toutefois, un ou plusieurs titulaires d'OC réunissant au moins le trentième des titres de la masse peuvent adresser à la Société ou au représentant de la masse une demande tendant à la convocation de l'assemblée générale des obligataires.

Si cette assemblée générale des obligataires n'a pas été convoquée dans les deux mois qui suivent la demande, les auteurs de la demande peuvent charger l'un d'entre eux de poursuivre en justice la désignation d'un mandataire qui convoquera l'assemblée générale des obligataires.

SP
VD

IV - ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE

Il sera mis à la disposition des représentants de la masse, sur simple demande de leur part, les mêmes informations (notamment financières) que celles communiquées aux actionnaires en conformité à la loi.

V - SOUSCRIPTION DES OBLIGATIONS

5.1 - Suppression du droit préférentiel de souscription

L'émission des OC s'effectue avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de bénéficiaires dénommés.

5.2 - Durée de la souscription

Les dates de la période de la souscription seront fixées par le Président conformément aux termes de la délégation consentie par l'Assemblée Générale susvisée.

La période de souscription sera automatiquement close par anticipation dès que l'emprunt sera entièrement souscrit.

5.3 - Exercice du droit de souscription

L'exercice du droit de souscription se fera par la remise d'un bulletin de souscription avant l'expiration du délai qui sera fixé ainsi qu'il est prévu ci-avant.

5.4 - Prix d'émission

Les 5375 OC seront émises au prix de seize (16) euros chacune.

5.5 - Versement des souscriptions

Le versement des souscriptions sera ouvert au siège social.

Le prix d'émission est payable en numéraire en totalité à la souscription.

VI - REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS

Les OC seront remboursées conformément aux dispositions suivantes :

6.1 - Remboursement à l'échéance

Les OC seront remboursées en une seule fois et en totalité à l'échéance de l'emprunt. Le prix de remboursement sera de seize (16) euros par OC augmenté des intérêts dus.

6.2 - Remboursement anticipé total

La totalité de l'emprunt obligataire deviendra immédiatement exigible et remboursable, dans les dix (10) jours de la demande des titulaires d'OC (par notification adressée avec justificatif du cas d'exigibilité au siège social de la Société), en cas de survenance de l'un des cas suivants :

- Changement du contrôle de la majorité des actions composant le capital social de la Société PIPOLUX ou de sa société holding et/ou des droits de vote attachés à ces actions ;
- Changement d'enseigne, si le Dirigeant, agissant au nom de la Société, quitte le Groupement des Mousquetaires, ou si la (les) société(s) d'exploitation dont les actions sont ou seront majoritairement détenues par la Société quitte(nt) ce même Groupement ;

X SD
W

- Cessation de paiement, redressement ou liquidation judiciaire de la Société PIPOLUX ou de la société ARPHANIE ;
- en cas de revente totale ou partielle, amiable ou forcée, d'échange ou d'apport en société du fonds de commerce de la société d'exploitation ;
- en cas de résiliation, cession ou cessation du bail des locaux servant à l'exploitation du fonds de commerce de la société PIPOLUX ;
- en cas de mise en gérance libre ou salariée, de changement de destination du fonds de commerce, de changement d'enseigne de la société d'exploitation ;
- en cas d'expropriation, apport en société, fusion
- dans le cas où le FCPR FDM ne détiendrait plus d'actions de la Société.

6.3 - Remboursement anticipé partiel

En cas de cession d'actions de la Société par le FCPR Fonds de Développement des Mousquetaires, à partir du troisième anniversaire de l'émission des OC, celles-ci pourront être remboursées, sur l'initiative de la Société, [proportionnellement au nombre d'actions cédées par le FCPR FDM rapporté au nombre total d'actions détenues par celui-ci avant ladite cession].

VII - CONVERSION DES OBLIGATIONS

Les titulaires d'OC auront la faculté d'exercer leur droit de conversion à tout moment, à raison de une (1) action de la Société pour une (1) OC.

7.1 - Jouissance des actions nouvelles

La date de jouissance des actions sera la date de la conversion. Les actions n'auront droit au dividende versé sur les résultats de l'exercice au cours duquel la conversion aura été demandée que prorata temporis à compter de la date de conversion.

Les demandes de conversion pourront être notifiées par écrit à la Société, accompagnées d'un bulletin de souscription au plus tard dans les trois (3) mois de la date normale de leur remboursement.

Les actions nouvelles qui seront émises lors de la conversion des OC seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital résultant de leur émission.

7.2 - Renonciation aux droits préférentiels de souscription

Conformément aux dispositions de l'article L.225-132 du Code de Commerce, sur renvoi de l'article L.228-91 du Code de Commerce, l'émission des OC emporte au profit des souscripteurs desdites OC, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises lors de la conversion des OC.

VIII - PROTECTION DES OBLIGATAIRES

Si la Société procédait à une augmentation de capital en numéraire ou par incorporation de réserves, bénéfices ou prime d'émission, une distribution de réserves sous quelque forme que ce soit, une (des) nouvelle(s) émission(s) d'obligations convertibles ou échangeables en actions, et de façon générale à toute émission de titres donnant droit immédiatement ou à terme à une quote-part de capital, ou si la Société faisait l'objet d'une fusion ou d'une absorption, les droits de l'obligataire devront être réservés dans les conditions prévues par les articles L.228-98 et suivants du Code de commerce.

X
SD
10

En cas de réduction du capital de la Société motivée par des pertes, et réalisée par diminution, soit du montant nominal des actions, soit de leur nombre, les droits de l'obligataire seront réduits dans les mêmes proportions que si ce dernier avait été actionnaire dès la date d'émission des OC.

Conformément à la loi, la Société s'engage tant qu'il restera en circulation des OC à ne procéder ni à l'amortissement du capital social, ni à une modification de la répartition des bénéfices.

IX - DIVERS

9.1 - Amendement du contrat d'émission

Le présent contrat d'émission pourra être modifié par la Société et les titulaires d'OC sous réserve de la tenue préalable d'une assemblée générale des obligataires ayant approuvé, à la majorité des voix dont disposent les obligataires présents ou représentés, les modifications envisagées.

9.2 - Cessibilité

La cessibilité des OC est soumise à toutes les dispositions figurant dans le pacte d'actionnaires relatif à la Société.

9.3 - Divisibilité

Toute disposition reprise ci-dessus qui s'avérerait, pour quelque motif que ce soit, non conforme au prescrit légal sera immédiatement remplacée par une autre disposition conforme au prescrit légal et la plus proche dans son principe, dans son sens et dans son esprit, que la disposition remplacée (sans aucun impact sur les autres clauses du contrat).

9.4 - Juridiction

Tout litige né du contrat relèvera de la compétence exclusive des tribunaux compétents du ressort de la Cour d'Appel de Paris. Il est soumis au droit français.

MISE AUX VOIX, CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide alors de procéder sans délai à l'émission de l'emprunt obligataire dont elle vient de fixer les modalités et charge son Président d'aviser l'actionnaire concerné et de recueillir les souscriptions.

MISE AUX VOIX, CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide modifier l'alinéa 1 de l'article 22 des statuts ainsi qu'il suit :

ARTICLE 22 – APPROBATION DES COMPTES ET AFFECTATION DU RESULTAT

Une décision collective des associés approuve les comptes, sur rapport du commissaire aux comptes et du président dans un délai de neuf (9) mois à compter de la clôture de l'exercice.

(le reste de l'article demeure inchangé)

MISE AUX VOIX, CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

X
SF
13

SEPTIEME RESOLUTION

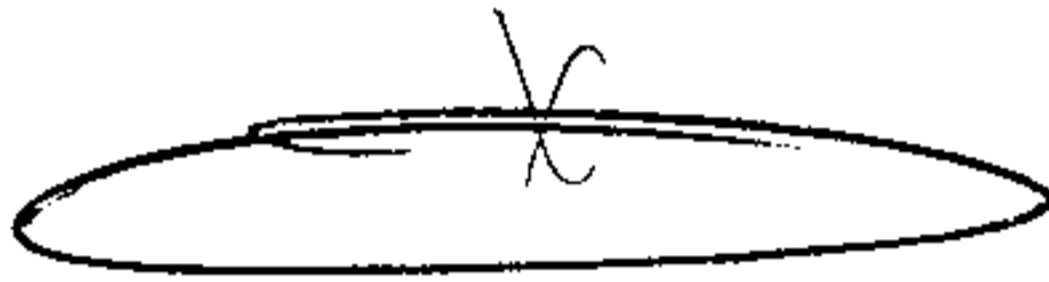
L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs à la société d'Avocats JURISTES ASSOCIES BFC, 10 rue Jean Giono à DIJON (21000), en vue d'effectuer tous dépôts, formalités et publications consécutifs à l'adoption des résolutions précédentes.

MISE AUX VOIX, CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

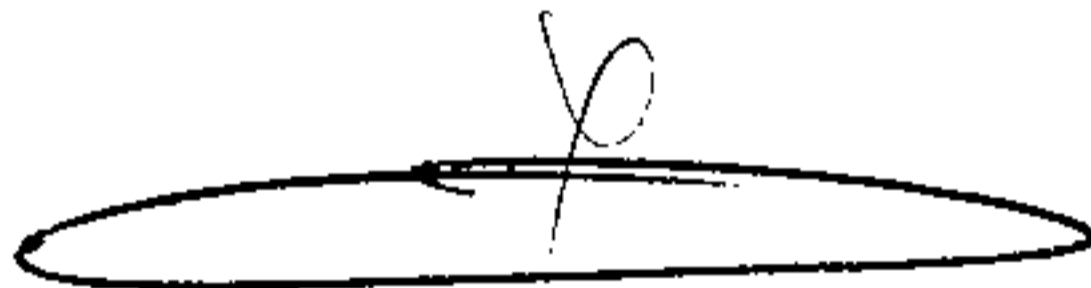
LE PRESIDENT
Monsieur Stéphane DAGUE



LE SECRETAIRE
Madame Virginie DAGUE



LES SCRUTATEURS
Monsieur Stéphane DAGUE



Madame Virginie DAGUE



ARPHANIE

Société par action simplifiée au capital de 116.000 Euros
Siège Social : Route Nationale 83
25440 QUINGEY
R.C.S : BESANCON B 489 350 116

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE
D'UN MONTANT DE 86.000 EUROS
CONVERTIBLE EN ACTIONS
DECIDEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 1^{ER} JUILLET 2006

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je soussigné, M *Robert Le Koue*
Demeurant à *43 rue du Faubourg S^t Antoine, 75011 Paris*

Agissant en qualité de représentant légal de la Société UI GESTION Société Anonyme au capital de 320.000 Euros, dont le siège social est PARIS (75008), 60 rue La Boétie, gestionnaire du fonds commun de placements à risques FONDS DE DEVELOPPEMENT DES MOUSQUETAIRES

Après avoir pris connaissance des conditions d'émission de l'emprunt obligataire sus-énoncé.

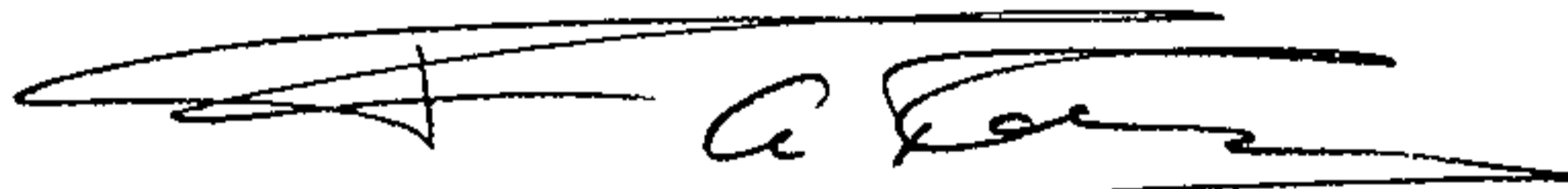
Déclare souscrire, conformément aux décisions prises par délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1^{er} juillet 2006 de la Société ARPHANIE.

La totalité des obligations émises par la Société, soit 5375 obligations,

Et verser SEIZE (16) Euros par obligation souscrite, soit au total la somme de 86.000 Euros en numéraire.

Fait à *Quingey*
Le *2 Août 2006*

SIGNATURE (1)

Bon pour souscription de 5375 obligations


(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite : « Bon pour souscription de 5375 obligations »

ARPHANIE

Société par actions simplifiée au capital de 116.000 Euros
Siège social : Route Nationale 83
25440 QUINGEY

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à QUINGEY (25) du 27 mars 2006 enregistré à la Recette de BESANCON EST POLE ENREGISTREMENT le 31 mars 2006 Bordereau n°2006/332 case 6, il a été créé entre les personnes ci-dessous désignées une société par actions simplifiée dénommée "ARPHANIE", savoir :

ASSOCIES FONDATEURS

Monsieur Stéphane DAGUE

Né le 23 décembre 1971 à BESANCON (25)

Demeurant 7 rue de Fraisans – 39700 COURTEFONTAINE

Marié à Madame Virginie PERRON sous le régime de la communauté légale

Madame Virginie DAGUE

Née PERRON le 1^{er} février 1972 à BESANCON (25)

Demeurant 7 rue de Fraisans – 39700 COURTEFONTAINE

Mariée à Monsieur Stéphane DAGUE sous le régime de la communauté légale

ITM ENTREPRISES

Société Anonyme au capital de 1.024.016 Euros

dont le siège social est 24 rue Auguste Chabrières à PARIS (75)

Immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro B 722 064 102

Représentée par

ONT ETABLI AINSI QU'IL SUIV LES STATUTS D'UNE SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

ARPHANIE

Société par actions simplifiée au capital de 116.000 Euros
Siège social : Route Nationale 83
25440 QUINGEY

Article 1 - FORME

La société est une Société par Actions Simplifiée régie notamment par le chapitre VII du Titre 2 du Livre deuxième du Code de Commerce et les règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet,

L'acquisition, la détention, la gestion d'une participation représentant au moins 95% du capital social et/ou des droits de vote de la société PIPOLUX, société exploitant le fonds de commerce de type supermarché situé à QUINGEY (25440) Route Nationale 83 sous l'enseigne ECOMARCHE.

En conséquence, tout acte de disposition portant sur une ou plusieurs actions de la société PIPOLUX est soumis à l'autorisation préalable des associés sur décision extraordinaire.

Article 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : ARPHANIE.

Tous les actes et documents, émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à QUINGEY (25440) Route Nationale 83.

Il peut être transféré en tout autre endroit situé en France sur décision extraordinaire des associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf (99) années, à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou décision de prorogation prise sur décision extraordinaire des associés.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception le premier exercice social commencera à compter de la date de signature des présents statuts pour se terminer le 31 Décembre 2006.

Article 7 – APPORTS

Il est effectué à la présente société, à sa constitution, uniquement des apports en numéraire, correspondant au montant nominal des 7250 actions de SEIZE EUROS (16 Euros) chacune, composant le capital social originaire.

Ces actions de numéraire ont été régulièrement souscrites et libérées intégralement, ainsi que le constate le certificat établi par la banque CREDIT AGRICOLE, agence de QUINGEY (25) en date du 22 mars 2006. Ce certificat mentionne les sommes versées par chacun des associés, dont le montant global, soit CENT SEIZE MILLE EUROS (116.000 Euros) est déposé à un compte ouvert au nom de la Société en formation, chez ce dépositaire.

Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CENT SEIZE MILLE EUROS (116.000 Euros).

Il est divisé en sept mille deux cent cinquante (7250) actions d'une seule catégorie de 16 euros entièrement libérées.

Article 9 – MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté, ou réduit, par une décision collective des associés prise à la majorité des décisions extraordinaires.

Les associés peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation ou la réduction du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes, dans les conditions légales. Toutefois chaque associé peut, par lettre recommandée avec A.R. adressée au siège social, renoncer à titre individuel à son droit préférentiel. Les associés, à la majorité des décisions extraordinaires, peuvent supprimer ce droit préférentiel.

Article 10 - TITRES - INSCRIPTION

Les actions ont la forme nominative.

Les actions sont inscrites au nom du ou des titulaires sur des comptes représentés par des fiches individuelles.

Ces fiches doivent comporter les mentions suivantes :

- éléments d'identification des titulaires (nom, prénom, adresse si personne physique – Dénomination, siège, forme, N° RCS, identification de l'associé majoritaire si personne morale).
- comptes « nominatifs administrés » pour les titulaires dont l'administration des titres a été confiée à un intermédiaire financier,
- les restrictions éventuelles à leur capacité (mineurs, majeurs protégés) ;
- la nature juridique de leurs droits (indivision, nue-propriété, etc) ;
- leur numéro d'identification,
- les restrictions dont les titres peuvent être frappés, (nantissement par exemple),
- la nature des comptes de titres (nominatifs purs ou nominatifs administrés),

- le nombre de titres figurant au compte du titulaire,
- l'indication selon laquelle toute mutation d'action doit être soumise à agrément conformément aux dispositions de l'Article 11 des statuts.

Un registre des mouvements de titres doit être tenu par la société sous la responsabilité du Président.

Doivent obligatoirement figurer sur ce registre :

- la date de l'opération,
- le nom ou la dénomination du titulaire et son numéro d'identification,
- la quantité de titres faisant mouvement,
- la nature du mouvement soit cession, transmission par décès, souscription ou attribution de nouveaux titres, annulation, nantissement Etc
- le nom ou la dénomination du bénéficiaire et son numéro d'identification,
- le nouveau solde du titulaire,
- le nouveau solde du bénéficiaire.

Tout mouvement doit être inscrit sur le registre et sur les fiches individuelles dans les six jours à peine d'inopposabilité à la société et aux tiers.

Tout associé pourra consulter les fiches d'actionnaires et le registre de mouvements de titres à tout moment. Le droit de consultation emporte celui de prendre copie.

Tout associé doit, dans le délai de 15 jours de la réception d'une demande en lettre recommandée avec A.R. par un autre associé, déclarer au demandeur par lettre recommandée avec A.R. le nombre de titres qu'il détient dans le capital de la société, et les éventuelles restrictions de quelque nature qu'elles soient qui affecteraient ses droits sur les titres.

Article 11 – MUTATION DES ACTIONS – AGREMENT

I . La transmission des actions s'effectue par virement de compte à compte. La cession des actions ne peut s'opérer, à l'égard des tiers et de la société, que par un ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire.

Les changements dans la propriété des titres (cessions et mutations par suite de décès notamment) et éventuellement les actes de nantissement des titres sont inscrits par ordre chronologique sur un registre tenu par la société.

Périodiquement et au moins une fois par an, préalablement à la décision collective des associés, les opérations inscrites au registre sont portées aux comptes des titulaires.

Après inscription en compte, le registre est émargé de la date de mise à jour.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas transmissibles.

II . Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

III . Les cessions d'actions entre actionnaires ainsi que les transmissions d'actions par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, peuvent être effectuées librement.

Toutes les autres cessions ou transmissions, en tout ou en partie même en ce qui concerne les droits démembrés, sont soumises à l'agrément préalable exprès de l'Assemblée Générale Ordinaire.

La demande d'agrément doit être notifiée par le cédant à la société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (1^{ère} notification) et doit indiquer les noms, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Le président doit, avant de convoquer l'Assemblée, informer immédiatement tous les associés de la demande de cession par lettre recommandée avec accusé de réception (2^{ème} notification). Il doit réclamer son sentiment sur cette cession envisagée, à chaque associé et ses propositions d'achat s'il le souhaite. Les associés ont un délai d'un mois pour répondre à compter de l'envoi de cette 2^{ème} notification.

Le président doit alors convoquer l'Assemblée qui statuera le plus rapidement possible sur cette demande en tenant compte des réponses des associés reçues et au plus tard, avant l'expiration du délai de trois mois, à compter de la réception de la 1^{ère} notification.

L'Assemblée statue à la majorité simple des voix, le cédant prenant part au vote.

La décision de l'Assemblée est immédiatement notifiée au cédant (3^{ème} notification).

Le défaut de réunion de l'Assemblée dans le délai de trois mois de la réception de la 1^{ère} notification ne vaut pas agrément tacite de la cession.

En cas de refus d'agrément par l'assemblée du cessionnaire proposé, le président est tenu dans le délai de trois mois à compter de l'envoi de la 3^{ème} notification ou, à défaut de réponse, dans le délai de six mois à compter de la réception de la 1^{ère} notification, de faire acquérir les actions par un associé ou par un tiers agréé ou, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital, à moins que le cédant ne notifie à la société, au plus tard quinze jours après l'envoi de la 3^{ème} notification ou après la date ultime à laquelle l'assemblée aurait dû se réunir pour statuer sur l'agrément, le retrait de la demande, ce droit lui étant reconnu. Cette acquisition a lieu moyennant un prix fixé en application des dispositions de l'article 15 des statuts.

Si à l'expiration des délais ci-dessus prévus, l'achat n'est pas réalisé, ces délais peuvent être prolongés par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social statuant en référé.

En cas d'acquisition et en vue de régulariser le transfert au profit du ou des acquéreurs, le ou les cédant (s) sera (ont) invité (s) par le ou les acquéreurs, à remettre le ou les ordres de mouvement dans un délai de dix jours.

Si le ou les cédant (s) n'a (ont) pas encore déféré à cette invitation dans le délai imparti, le transfert sera régularisé d'office sur simple décision du président, puis sera notifié au cédant dans les dix jours de sa date avec invitation de se présenter au siège social pour recevoir le prix du transfert, soit lui-même, soit en se faisant représenter par une autre personne dûment mandatée à cet effet.

Les notifications, significations et demandes prévues ci-dessus seront valablement faites, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les dispositions du présent paragraphe III sont également applicables à toutes les cessions à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement, ainsi qu'aux cessions de droits préférentiels de souscription, ou de droits d'attribution en cas d'augmentation de capital social.

Dans l'hypothèse de vente aux enchères publiques, l'adjudication ne deviendra définitive qu'après agrément de l'adjudicataire et ne pourra être prononcée que sous réserve de l'exercice éventuel du droit de préemption ci-dessus prévu à l'encontre de cet adjudicataire.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement d'actions dans les conditions prévues ci-dessus en cas de cession d'actions à un tiers, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après cession, racheter sans délai les actions en vue de réduire son capital.

Par contre, si un associé vient à donner en nantissement ses actions sans le consentement exprès de la société, dans le cas où conformément à l'article 2078 du Code Civil, le créancier bénéficiaire du gage parviendrait à faire ordonner en justice que ce gage lui demeure en paiement, cette décision ne deviendra définitive qu'après agrément dudit bénéficiaire et ne pourra être prononcée que sous réserve de l'exercice éventuel du droit de préemption.

Article 12 – MUTATION DES ACTIONS – PREEMPTION

En cas de non agrément, les mutations d'actions quelles qu'elles soient, en tout ou en partie même en ce qui concerne les droits démembrés sont soumises à un droit de préemption des associés.

Le Président doit, dans le mois qui suit la date d'expiration du délai imparti au cédant pour notifier le retrait de sa demande, aviser de nouveau l'ensemble des associés du projet et du défaut d'agrément en leur indiquant qu'ils disposent d'un délai d'un mois pour manifester leur intention d'acquérir la totalité des actions dont s'agit. Tout associé n'ayant pas répondu dans ce délai sera réputé avoir renoncé à son droit de préemption.

Si plusieurs associés répondent favorablement et si la cession est effectuée, les actions seront réparties entre eux au prorata de leurs droits antérieurs dans le capital social sauf s'ils convenaient entre eux d'une répartition différente.

En cas de cession à un tiers du droit préférentiel de souscription à l'occasion d'une augmentation de capital par émission d'actions nouvelles de numéraire, et pour faciliter la réalisation de l'opération, l'exercice éventuel du droit de préemption ne s'appliquera pas directement à la cession qui demeurera libre et portera sur les actions nouvelles, souscrites au moyen de l'utilisation du droit de souscription cédé.

Le souscripteur de ces actions n'aura pas à présenter cette demande d'agrément, celle-ci résultera implicitement de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, et c'est à compter de la date de cette réalisation que partira le délai pendant lequel pourra être exercé le droit de préemption dans les conditions et selon les modalités prévues ci-dessus.

En revanche, la cession du droit à l'attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes d'émission ou de fusion, sera assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et devra donc donner lieu à la demande d'agrément.

Sauf en ce qui concerne l'acquisition par les salariés d'actions de la société, la société ne peut avancer des fonds, accorder des prêts ou consentir une sûreté en vue de la souscription ou de l'achat de ses propres actions par un tiers.

Article 13 - CONSTITUTION EN GAGE DES ACTIONS

La constitution en gage des actions inscrites en compte est réalisée, tant à l'égard de la personne morale émettrice qu'à l'égard des tiers, par une déclaration datée et signée par le titulaire ; cette déclaration contient le montant de la somme due ainsi que le montant et la nature des titres constitués en gage.

Une attestation de constitution de gage est délivrée au créancier gagiste.

Tout titre venant en substitution ou en complément de regroupement, de divisions, d'attributions gratuites, de souscription en numéraire ou autrement est, sauf convention contraire, compris dans l'assiette du gage à la date de la déclaration prévue ci-dessus.

La prise en gage par la société de ses propres actions, directement ou indirectement, est interdite.

Article 14 - INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société et pour chaque consultation par un seul d'entre eux considéré par elle comme seul propriétaire ou par un mandataire unique pris en la personne d'un autre associé. En cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné par le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social statuant sur requête à la demande du co-indivisaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété d'une ou plusieurs actions, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'approbation des comptes et l'affectation des résultats pour lesquelles le droit de vote est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, l'usufruitier et le nu-propriétaire pourront déroger à la règle de l'alinéa précédent, sous réserve d'avoir notifié préalablement à la société par lettre recommandée avec accusé de réception, huit jours au moins avant la tenue de l'assemblée, la nouvelle répartition des droits qu'ils auront établie entre eux d'un commun accord.

Article 15 – MUTATION DES ACTIONS – REFUS D'AGREMENT – PREEMPTION – PRIX

L'acquisition, en cas de refus d'agrément, a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. Dans ce cas, les frais d'expertise sont supportés par le cédant.

Clause de repentir

Toutefois, l'associé cédant aura la faculté, dès le refus d'agrément notifié par le Président, de notifier à la société, par lettre recommandée, sa volonté, tout en admettant le principe de la préemption, de ne voir racheter ses actions qu'à un prix qu'il estime minimum. Si le prix fixé par l'application des dispositions ci-dessus lui est inférieur, l'associé pourra alors rejeter la préemption et conserver ses actions.

Article 16 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices, et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés ne sont responsables des pertes sociales que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. En conséquence, en cas de transmission de la propriété de l'action, les dividendes échus et non payés et les dividendes à échoir resteront, sauf convention contraire, attachés aux actions cédées et reviendront au cessionnaire.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

En cas de gage, le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

Article 17 - PRESIDENCE DE LA SOCIETE

La Société est dirigée, administrée et représentée par un Président personne physique, associé contrôlant directement ou indirectement en pleine propriété au moins 51 % du capital ou, si le Groupement des Mousquetaires possède 34 % des actions en nue-propriété, 51 % du capital en pleine propriété et en usufruit.

Toutefois, en cas de détention majoritaire des actions par ITM ENTREPRISES et/ou l'une de ses filiales, le Président pourra, par exception à l'alinéa précédent, ne pas être associé.

Le Président est nommé par décision collective des associés.

Le mandat du Président est renouvelable par décision collective des associés.

La durée des fonctions du président est fixée par la décision des associés

Elle peut être à durée indéterminée.

Le Président a droit à une rémunération qu'il fixe librement. Cette rémunération sera communiquée chaque année aux associés dans le cadre de l'approbation des comptes annuels. L'approbation des comptes annuels emportera ratification de cette rémunération.

Le président a droit au remboursement sur justificatif des dépenses engagées dans l'intérêt de la société.

Les fonctions du Président cessent par l'arrivée du terme du mandat, par sa démission ou son décès, par la perte d'une qualité nécessaire pour être Président, par sa révocation, par l'interdiction ou l'incapacité de gérer, par la dissolution ou la transformation de la SAS.

Le président est révocable à tout moment par décision collective des associés prise à la majorité des associés.

La révocation peut être prononcée « ad nutum » : la décision des associés n'a pas à être justifiée par un motif quelconque.

La révocation judiciaire peut être demandée pour juste motif.

Le président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions exercées collectivement par les associés.

Sous réserve de ne pas déléguer l'intégralité de ses pouvoirs, le Président peut déléguer, sous sa responsabilité, des pouvoirs à tout mandataire de son choix, pour un ou plusieurs objets déterminés, à l'exclusion de ses pouvoirs relatifs aux modalités de consultation des associés.

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

Le président ou l'Assemblée Générale sur proposition de son Président peut donner mandat à une ou plusieurs personnes physiques, associées, pour l'assister dans ses fonctions à titre de directeur général.

Le ou (les) directeur(s) général (aux), personne physique, pourront être liés à la société par un contrat de travail, étant précisé que la date de conclusion du contrat de travail pourra être antérieure ou postérieure à la date de nomination aux fonctions de directeur général.

Dans l'acte de nomination qui fera l'objet de publications légales, le président fixe la durée du mandat et l'étendue des pouvoirs du directeur général. Il détermine sa rémunération et la modifie s'il y a lieu.

Le directeur général est révocable par le président à tout moment, sans motivation ni indemnité.

La cessation, quelle qu'en soit la cause, des fonctions du Président entraîne la cessation des fonctions du ou des directeur (s) général (aux) qu'il aura nommé.(s).

Article 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LE PRESIDENT, SES DIRIGEANTS OU SES ASSOCIES.

Les conventions visées au premier alinéa de l'article L 227-10 du Code de Commerce doivent être portées à la connaissance des Commissaires aux comptes au plus tard lorsque les comptes annuels sont transmis à ce dernier.

Les Commissaires aux comptes doivent établir un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes dudit exercice.

Le dirigeant éventuellement intéressé, s'il est associé, peut prendre part au vote.

Le défaut de rapport du Commissaire aux comptes comme le défaut de consultation des associés ou le refus d'approbation par eux de la convention est sans conséquence pour cette convention qui produit néanmoins ses effets, à charge pour l'intéressé d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Article 19 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Sont obligatoirement soumises à la décision collective des associés les décisions suivantes :

Décisions collectives extraordinaires :

Toutes ces décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix des associés présents ou représentés.

- tout acte de disposition des titres de participation ou d'un élément essentiel à l'exploitation,
- tout acte de disposition portant sur un bien immobilier, à l'exception des acquisitions d'immeubles au profit de la société,
- toute modification d'une disposition statutaire, sauf l'effet de la stipulation ci-dessous,
- les décisions prises en application de l'article 9 des présents statuts,
- l'augmentation, la réduction ou l'amortissement du capital,
- l'émission de toutes valeurs mobilières,
- la fusion, la scission de la Société ou tous apports partiels d'actifs,
- la dissolution anticipée ou la prorogation de la durée de la Société,
- la transformation de la Société,
- la nomination du liquidateur.
- Tout mandat, pouvoir et directives de vote à donner au représentant de la société dans les filiales pour la tenue de leurs assemblées générales extraordinaires statuant sur la modification des statuts compte tenu de l'objet spécifique de la société, sur la cession ou l'apport du fonds de commerce des filiales, ou leur mise en location-gérance, la cession d'une branche d'activité, la cession de l'immeuble ou du droit au bail de la société filiale, la cession du contrat de crédit bail immobilier, le retrait ou le changement de l'enseigne sous laquelle est exploité le fonds de commerce de la société filiale, la conclusion ou la rupture de tout contrat de distribution ou d'approvisionnement, l'acquisition ou la cession de toute participation de la société filiale.

Seront toutefois prises à l'unanimité des associés, en application des dispositions des articles L 225-96 et L 227-19 du Code de Commerce les décisions relatives à l'adoption ou la modification des clauses statutaires :

- relatives à l'inaliénabilité des actions,
- relatives à l'agrément des cessions d'actions,
- relatives à l'exclusion d'un associé,
- relatives aux règles particulières en cas de changement du contrôle d'une société associée,

ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.

Décisions collectives ordinaires :

Toutes ces décisions sont prises à la majorité simple des voix des associés présents ou représentés.

- l'approbation des comptes annuels et l'affectation du résultat,
- l'approbation des conventions réglementées,
- la nomination et la révocation du Président,
- la nomination des Commissaires aux comptes,
- les décisions prises en application des articles 11 et 12 des présents statuts,

La consultation des associés s'opère à l'initiative du Président, sauf le droit pour :

- (i) le commissaire aux comptes de consulter les associés en cas de carence du président à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception d'une mise en demeure d'avoir à consulter les associés,
- (ii) tout associé ou le commissaire aux comptes, dans l'hypothèse où le président cesse ses fonctions pour quelque cause que ce soit et qu'il en résulte une vacance de l'organe de direction et de représentation de la société, de consulter les associés en vue notamment de nommer un nouveau président.

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix de l'auteur de la consultation, par consultation écrite, en assemblée, ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé.

Chaque action donne droit à une voix.

La majorité simple des voix des associés correspond à plus de 50 % des voix des associés présents ou représentés disposant du droit de vote.

Les abstentions lors des réunions, des consultations écrites ou de la signature des actes sous seing privé sont considérées comme des votes contre.

Chaque associé participe personnellement au vote. Toutefois, pour les Assemblées et pour les décisions prises dans un acte, il peut désigner, par écrit, un mandataire en la personne de son conjoint, ou d'un autre associé. Le mandat est donné pour l'ensemble des décisions à prendre au cours d'une assemblée ou lors de la réunion de signature de l'acte.

Si un associé est une personne morale, celle-ci est valablement représentée par son président ou encore par tout salarié ou mandataire habilité par le représentant légal de cette personne morale.

Article 20 - MODALITES DE CONSULTATION

1 - Assemblées

Les associés sont réunis en assemblée sur convocation adressée à chaque associé.

Les convocations aux Assemblées Générales appelées à prendre des décisions collectives extraordinaires, ainsi que celles devant prendre des décisions nécessitant l'unanimité et celles devant statuer en application des articles 11 et 12 des présents statuts, seront convoquées par lettre recommandée avec accusé de réception. Les autres Assemblées Générales sont convoquées par tous moyens.

Le commissaire aux comptes est convoqué à toute assemblée.

L'auteur de la convocation fixe l'ordre du jour ; il donne connaissance aux associés des résolutions devant être prises. L'assemblée est réunie au siège social ou en tout autre lieu fixé par l'auteur de la convocation.

Le délai entre l'envoi de la convocation et la tenue de l'assemblée est d'au moins quinze (15) jours.

Toutefois, lorsque tous les associés sont présents, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'Assemblée est présidée par le président ou, en l'absence du Président, par l'associé auteur de la convocation. En l'absence des deux, elle élit son président. Le président de l'assemblée peut se faire assister d'un secrétaire de son choix.

Le président de l'assemblée établit une feuille de présence signée par les associés présents et les mandataires des associés représentés.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui mentionne sous la responsabilité du président de l'Assemblée les éléments nécessaires à l'information des associés et des tiers et notamment le sens du vote intervenu pour chaque résolution

A défaut, la résolution est réputée rejetée.

2 – Consultations écrites

Les consultations écrites doivent être faites dans les mêmes formes que les convocations aux Assemblées Générales, selon la nature des décisions à prendre, tant en ce qui concerne la communication des documents à adresser aux associés que l'expression de leurs décisions.

Les consultations écrites peuvent également être faites par acte extrajudiciaire si l'auteur de la convocation le souhaite, auquel cas la communication des documents à adresser aux associés ainsi que l'expression des décisions de ceux-ci devront respecter la même forme.

Les associés doivent émettre leurs votes par ces mêmes moyens.

Le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à leur information, sont adressés par l'auteur de la consultation à chacun des associés.

Le commissaire aux comptes est destinataire des mêmes documents.

Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception des documents visés à l'alinéa premier pour faire connaître leur décision par écrit.

La réponse des associés devra être adressée à l'attention de l'auteur de la consultation, à l'adresse du siège social ou en tout autre endroit précisé sur la lettre de consultation, dans le délai stipulé à l'alinéa précédent.

Les associés devront formuler leur vote pour chaque résolution par les mots « pour » ou « contre » ou « abstention ». A défaut de réponse, ou en cas de réponse adressée à l'expiration du délai ci-dessus, ou si le document n'exprime pas un vote précis pour une ou plusieurs résolutions, l'associé sera présumé s'être abstenu.

L'associé devra dater et signer le document qu'il retourne à la société. A défaut, son vote sera considéré comme une abstention.

La consultation est relatée dans un procès-verbal établi par l'auteur de la consultation, les réponses des associés y étant obligatoirement annexées. A défaut, les résolutions seront réputées rejetées. Le procès-verbal est consigné sur le registre des procès-verbaux, coté et paraphé.

Le commissaire aux comptes est destinataire du procès-verbal.

3 – Actes

Les associés peuvent, à l'unanimité, prendre les décisions dans un acte sous seing privé.

L'apposition des paraphes et signatures de tous les associés, soit sur le même document, soit séparément, sur des documents identiques, vaut prise de décision.

Une copie de l'acte signé est transmise au commissaire aux comptes.

L'original de l'acte reste en possession de la société.

4- Information des associés

L'auteur de la consultation établit un rapport circonstancié sur les décisions qui doivent être prises, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux SAS ainsi qu'aux présents statuts, qu'il adresse aux associés avec les documents prévus aux § 1 à 3 ci-dessus.

Pour chaque consultation des associés qui donne lieu à l'établissement d'un rapport du commissaire aux comptes, copie de ce document est adressée aux associés en même temps que le rapport visé à l'alinéa précédent.

D'une façon générale, les associés peuvent, quinze (15) jours avant la date prévue pour la consultation, prendre connaissance au siège social de l'inventaire, des comptes annuels, des comptes consolidés si la société en établit, des rapports précités, du texte des résolutions, du projet d'acte, ainsi que tous documents requis par la législation applicable.

Le droit de consulter emporte le droit de prendre copie, la société pouvant cependant réclamer des frais de photocopie.

5- Comité d'entreprise

a) Information du Comité d'entreprise

Les membres du Comité d'entreprise ont droit aux mêmes communications et aux mêmes copies que les actionnaires et aux même époques, dans les conditions prévues par les dispositions du Code de commerce et des présents statuts.

Le Comité d'entreprise reçoit également les documents, réponses et rapports établis en application des dispositions des articles L. 225-231 et L. 234-2 du Code de commerce, dans les conditions et délais prévus par les dispositions en vigueur.

b) Demàndes d'inscription de projets de résolutions

Le Comité d'entreprise peut requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de la consultation. A la demande d'inscription est joint le texte des projets de résolutions, qui peut être accompagné d'un bref exposé des motifs.

La demande est adressée par un membre du Comité d'entreprise mandaté à cet effet, au siège social de la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de vingt-cinq (25) jours au moins avant la date d'envoi de la consultation par correspondance, de la signature de l'acte unanime ou de la réunion de l'assemblée générale.

Le Président accuse réception des demandes d'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de la consultation des associés dans un délai de cinq (5) jours à compter de leur réception, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par remise d'un accusé de réception au Comité d'entreprise, contre décharge.

Les projets de résolutions adressés par le Comité d'entreprise sont intégrés à l'ordre du jour de la consultation des associés, qui statuent sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour dans les mêmes conditions et délais, quel que soit l'auteur du projet de résolution.

c) Décisions relatives à l'approbation des comptes annuels

Par dérogation au a) ci-dessus, lorsque la consultation des associés porte sur l'approbation des comptes annuels, le Président adresse au Comité d'entreprise, avant leur présentation aux associés, l'ensemble des documents obligatoirement transmis annuellement aux associés ainsi que le rapport du commissaire aux comptes.

Le Comité d'entreprise peut formuler toutes observations utiles sur la situation économique et sociale de l'entreprise ; ces observations sont obligatoirement transmises aux associés en même temps que le rapport du Président.

Le Comité d'entreprise peut convoquer les commissaires aux comptes pour recevoir leurs explications sur les différents postes des documents communiqués ainsi que sur la situation financière de l'entreprise.

d) Décisions requérant l'unanimité des associés

Par dérogation au a) ci-dessus, lorsque la consultation des associés porte sur des décisions requérant leur unanimité, le Président adresse au Comité d'entreprise tous les documents adressés aux associés en vue de leur consultation, avant la date de convocation de l'assemblée générale, de la signature de l'acte unanime ou de l'envoi de la consultation écrite aux associés.

Le Comité d'entreprise peut faire connaître, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ses observations sur ces projets. Ces observations sont jointes aux documents adressés aux associés en vue de leur consultation.

e) Assemblées générales

Lorsque la consultation des associés prend la forme d'une assemblée générale, deux membres du Comité d'entreprise, désignés par le Comité d'entreprise dans les conditions prévues à l'article L. 432-6-1 du Code du travail, peuvent assister à l'assemblée générale. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des associés.

f) Dispositions diverses

En cas de carence du Président ou de vacance de l'organe de direction et de représentation de la société pour quelque cause que ce soit, les obligations incombant au Président en application des dispositions du présent article, pèsent sur l'auteur de la consultation.

Article 21 - CONSIGNATION DES DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les procès-verbaux établis à la suite de consultations écrites ou d'assemblées d'associés et leurs annexes, les actes sous seing privé constituant une décision des associés sont consignés dans un registre spécial coté et paraphé, auquel peuvent être annexés les documents approuvés, sous la responsabilité du Président et signés par celui-ci.

Article 22 - APPROBATION DES COMPTES ET AFFECTATION DU RESULTAT

Une décision collective des associés approuve les comptes, sur rapport du commissaire aux comptes et du président dans un délai de neuf (9) mois à compter de la clôture de l'exercice.

Cette décision peut être prise en Assemblée, ou par consultation écrite au choix du président.

La décision collective se prononce également sur l'affectation à donner au résultat de cet exercice.

Les bénéfices sont constitués par les produits nets de l'exercice sous déduction des frais et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions.

Il est fait sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il doit reprendre son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de cette proportion.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi et augmenté du report bénéficiaire.

Les associés décident souverainement de l'affectation du bénéfice distribuable.

Ils déterminent notamment la part attribuée aux associés sous forme de dividende.

En cas de démembrement des titres, les sommes prélevées sur les réserves et ainsi attribuées appartiendront à l'usufruitier.

Sur le bénéfice distribuable, les associés ont également la faculté de prélever les sommes qu'ils jugent à propos de fixer pour les affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou pour les reporter à nouveau, le tout dans la proportion qu'ils déterminent. Le solde, s'il en existe un, est réparti également entre toutes les actions à titre de dividende.

En outre, les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

Les dividendes des actions sont payés aux époques et lieux fixés par les associés dans un délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice.

Article 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu conformément aux dispositions légales, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article L 224-2 du Code de Commerce, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

A défaut de consultation des associés comme dans le cas où ceux-ci n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées.

Article 24 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont nommés et exercent leur mission conformément à la loi.

Article 25 - DISSOLUTION – LIQUIDATION

La dissolution de la société intervient soit suite à une décision extraordinaire des associés, soit par extinction de l'objet social.

La dissolution de la société entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux présents statuts et aux dispositions légales.

Une décision extraordinaire des associés nomme le liquidateur. Si les associés n'ont pu nommer un liquidateur dans un délai de quinze jours à compter de la dissolution, celui-ci est désigné par le président du Tribunal de Commerce statuant sur requête de tout intéressé.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 26 – FORME DES NOTIFICATIONS

Les notifications et demandes prévues aux présents statuts seront valablement faites soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

STATUTS MIS A JOUR
SUITE A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 1^{ER} JUILLET 2006

MR DAGUE Stephane